



---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

## **Procès-verbal**

de l'Assemblée

**Le jeudi 8 mai 1997 — N° 99**

**Président de l'Assemblée nationale :  
M. Jean-Pierre Charbonneau**

---

**QUÉBEC**

**8 mai 1997**

---

**8 mai 1997**

---

**Le jeudi 8 mai 1997**

**N° 99**

La séance est ouverte à 10 h 03.

---

**AFFAIRES DU JOUR**

**Projets de loi du gouvernement**

*Présentation de projets de loi*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 232 du Règlement, M. Bélanger, ministre délégué à la Réforme électorale et parlementaire, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 127 Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée.

*Adoption du principe*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 230, 236 et 237 du Règlement, M. Bélanger, ministre délégué à la Réforme électorale et parlementaire, propose que le principe du projet de loi n° 127, Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 127 est adopté.

**8 mai 1997**

---

Sur la motion de M. Bélanger, leader du gouvernement, le projet de loi n° 127 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

Sur la motion de M. Bélanger, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi n° 127.

*Étude détaillée en commission plénière*

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi n° 127, Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale.

Le projet de loi est adopté par la commission plénière.

\_\_\_\_\_

Le projet de loi n° 127 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Bélanger, ministre délégué à la Réforme électorale et parlementaire, propose que le projet de loi n° 127, Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 127 est adopté.

*Adoption du principe*

Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, informe l'Assemblée que Son Excellence le lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi n° 97, Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec, et elle propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

**8 mai 1997**

---

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Bélanger, leader du gouvernement, le débat est ajourné.

---

À 12 heures, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

---

La séance reprend à 14 h 04.

---

Moment de recueillage

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Présentation de projets de loi**

M. Bélanger, leader du gouvernement, au nom de M. Landry, ministre des Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 120 Loi modifiant la Loi sur l'inspecteur général des institutions financières et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

---

M. Chevette, ministre des Ressources naturelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 119 Loi modifiant la Loi sur l'utilisation des produits pétroliers et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

**8 mai 1997**

---

M. Léonard, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 123Loi modifiant diverses dispositions législatives des régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

La motion est adoptée.

---

M. Perreault, ministre de la Sécurité publique, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 125Loi modifiant diverses lois dans le but de prévenir la criminalité et d'assurer la sécurité publique.

La motion est adoptée.

---

M. Bertrand, ministre délégué au Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 108Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

La motion est adoptée.

---

M. Boisclair, ministre délégué aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

n° 121Loi modifiant la Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

**8 mai 1997**

---

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

n° 225 Loi concernant la Ville d'Otterburn Park — Le projet de loi peut être présenté à l'Assemblée et être adopté avant le 23 juin 1997

(Dépôt n° 848-970508)

M. Dion (Saint-Hyacinthe) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 225, Loi concernant la Ville d'Otterburn Park.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bélanger, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé n° 225 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement du territoire et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

#### **Dépôt de documents**

M. Boisclair, ministre délégué aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration, dépose:

Un échange de correspondance entre la Curatrice publique et lui-même concernant une étude par le Vérificateur général de l'optimisation des ressources à la disposition de cette dernière.

(Dépôt n° 849-970508)

Un échange de correspondance entre le président de la Commission d'accès à l'information et lui-même concernant l'accès aux dossiers de la Curatrice publique par le Vérificateur général dans le cadre d'une étude d'optimisation des ressources.

(Dépôt n° 850-970508)

---

M. le Président dépose:

Une lettre qu'il a reçue de M. Pierre-F. Côté l'informant de sa démission à titre de Directeur général des élections à compter du 16 juillet 1997.

(Dépôt n° 851-970508)

#### **Dépôt de rapports de commissions**

**8 mai 1997**

---

M. Vallières (Richmond) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a tenu des auditions publiques les 8, 9, 10, 15 et 16 avril 1997 et siégé en séances de travail les 1<sup>er</sup>, 6 et 7 mai 1997 dans le cadre de ses consultations particulières sur la proposition de principes généraux relatifs à la gestion des odeurs, du bruit et des poussières en milieu agricole.

(Dépôt n° 852-970508)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. le Président, M. Johnson, chef de l'opposition officielle, retire certains propos non parlementaires.

### **Motions sans préavis**

M. Dion (Saint-Hyacinthe) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le 145<sup>e</sup> anniversaire du *Courier de Saint-Hyacinthe*, à titre de doyen des journaux d'expression française en Amérique, et félicite les valeureux artisans qui continuent, encore aujourd'hui, à assurer à la communauté un service d'information de première qualité en même temps que le rayonnement de notre culture.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

**8 mai 1997**

---

M. Bélanger, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi n° 40, Loi modifiant la Charte de la langue française;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi n° 89, Loi sur l'application de la Loi sur la justice administrative;
- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi n° 79, Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant diverses dispositions législatives;
- la Commission des transports et de l'environnement, afin de poursuivre son étude détaillée du projet de loi n° 86, Loi sur le parc marin du Saguenay—Saint-Laurent.

#### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Président informe l'Assemblée que, le vendredi 16 mai 1997, M. Paradis (Brome-Missisquoi) s'adressera à M. Rochon, ministre de la Santé et des Services sociaux, dans le cadre de l'interpellation portant sur le sujet suivant: «Les services de santé au Québec».

---

#### **AFFAIRES DU JOUR**

M. Bélanger, leader du gouvernement, propose l'ajournement de l'Assemblée.

Cette motion est adoptée et, en conséquence, à 15 h 23, l'Assemblée s'ajourne au mardi 13 mai 1997, à 10 heures.

#### **SANCTION DE PROJETS DE LOI**

**8 mai 1997**

---

Le jeudi 8 mai 1997, à 10 h 45, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Pinard, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Jolivet (Laviolette), le représentant du premier ministre, de M. MacMillan (Papineau), le représentant du chef de l'opposition officielle, et de M. Duchesne, secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lise Thibault, Lieutenant-gouverneur du Québec, de sanctionner les projets de loi suivants:

n° 56Loi modifiant la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables;

n° 101Loi n° 3 sur les crédits, 1997-1998;

n° 127Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE CHARBONNEAU**